

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 5 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le cinq avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

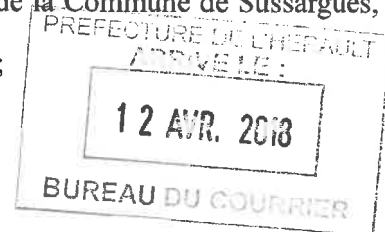
Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Sussargues - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°A2017-65 du 17 août 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues, afin :

- de pallier la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) ;
- de protéger trois chemins remarquables ;
- d'anticiper la production de logements sociaux ;
- de répondre ponctuellement à une problématique pluviale ;
- de préciser la règle de stationnement ;
- de réaliser quelques adaptations réglementaires mineures.



Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 8 septembre 2017, un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-40, le projet de modification du PLU de la Commune de Sussargues a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 28 septembre 2017.

Par arrêté n°A2017-280 du 3 novembre 2017, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 8 décembre 2017 au 8 janvier 2018 inclus, portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, plusieurs observations ont été consignées dans le registre mis à disposition, qui peuvent se résumer de la manière suivante :

Remarques en lien avec le projet de modification du PLU :

- Demandes de précisions concernant la préservation du chemin de la Planchette, la nouvelle règle de stationnement et le potentiel constructible en zone urbaine (Un).
La Commune et la Métropole ont précisé les objectifs et/ou prescriptions de ces évolutions du PLU dans le cadre du mémoire en réponse transmis au Commissaire enquêteur, sans qu'il soit nécessaire de reprendre le dossier de modification du PLU.
- Remarque concernant le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de la zone urbaine (Ud).
La Commune et la Métropole ont répondu qu'il s'agissait d'une erreur matérielle qui serait corrigée dans le cadre de cette procédure.

Complémentairement et suite aux observations formulées dans le cadre de l'enquête publique, la Commune et la Métropole ont proposé de clarifier la rédaction de l'article 7 (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) en zones urbaines, sans apporter de modification de fond à la règle initiale.

Lors de l'enquête, plusieurs remarques en dehors du champ du projet de modification du PLU ont été faites. La Commune et la Métropole ont apporté les précisions relatives à ces observations dans le cadre du mémoire en réponse transmis au Commissaire enquêteur, sans qu'il soit nécessaire de reprendre le dossier de modification du PLU.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et le Conseil Départemental ont émis des avis favorables au projet, par courrier respectif du 21 novembre et du 27 novembre 2017.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur qui a pris acte des réponses lui ayant été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 29 janvier 2018.

Dans ce contexte, Madame le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 6 février 2018. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Madame le Commissaire

Enquêteur a émis un avis favorable.

Néanmoins, deux réserves à prendre en compte dans le dossier soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation, ont été faites, à savoir :

- Corriger l'erreur matérielle portant sur la valeur du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) en zone urbaine (Ud) en page 11 (25% et non 20%) ;
- Intégrer, dans la rédaction de l'article 7 du règlement, une formule littérale visant à clarifier les règles d'implantation en limites séparatives, notamment celles qui s'appliquent en cas de retrait, en réponse aux observations faites dans le cadre de l'enquête publique.

Le dossier de la modification du PLU est donc repris à la suite de l'enquête publique afin de procéder à cette correction d'erreur matérielle et à cette clarification de règle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Sussargues ;
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues tel que modifié suite à la demande du Commissaire enquêteur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **10 AVR. 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **10 AVR. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **12 AVR. 2018**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

